

## Les Julien dans le Dictionnaire biographique des Charentais et quelques-uns de leurs cousins et références locales

*« Ces extraits de textes reprenant des notices « familiales » parus dans le Dictionnaire biographique des Charentais – Le Croît vif, 2005 – ont été établis lors d'une « cousinade » des Julien tenue au logis de Saint-Julien près de Saint-Genis-de-Saintonge, gentiment prêté pour l'occasion par Raymond de Lestrangé. Plus de 200 cousins Julien, tous descendants de François-Europe –cf. notice Julien – s'y retrouvèrent le 7 mai 2006. Je leur ai agrégé quelques personnages aux cousinages plus mythiques que réels, mais dont la portée psychologique dans une famille est souvent plus grande que celle des états civils avérés. »*

JULIEN, famille de petite bourgeoisie du Jonzacais ayant donné quelques Charentais célèbres parmi ses branches Julien-Laferrière et Julien-Labruyère. Le premier ancêtre authentifié remonte aux débuts du xviii<sup>e</sup> siècle : il est marchand-drapier à Arthenac. Son arrière-petit-fils, Jean, lui aussi drapier à Arthenac, se crée la réputation d'attouchements de cabine d'essayage envers ses clientes, ce qui lui vaut de nombreux démêlés avec le présidial de Saintes (AD 1704, liasse B916) ! La famille se notabilise tout au long du xviii<sup>e</sup> siècle avec Claude (1723 - 1793 ?), juge à Jarnac-Champagne, Christophe (1736 ? - 1782), chirurgien à Jonzac, et Pierre (1743 - 1810), notaire à Ozillac. Sa fortune lui vient de François-Eutrope (1725 - 1802), notaire à Plassac en charge, notamment, de la grande entreprise de défrichement seigneurial de la forêt de la Lande. Il s'y réserve une baillette particulière pour la borderie de la Corne de Cerf, devenue plus tard le château de Saint-Julien. Ses descendants transféreront l'étude à Jonzac puis, l'un après l'autre, émigreront vers Paris et la haute administration publique où certains se distingueront tout particulièrement. C'est de cette époque de distanciation avec sa région d'origine que date l'émergence d'une légende faisant remonter les racines de la famille aux Julius de l'arc romain de Saintes ! Voir Beauchet-Filleau, Dictionnaire des familles du Poitou, tome V ; id. F. Julien-Labruyère, Maman Madeleine mémoire d'outre-Saintonge, Croît vif, 1993.

JULIEN-LABRUYÈRE (Madeleine, née Rousset, dite Madeleine La Bruyère), romancière (Jonzac 1853 - Versailles 1933). D'un univers familial purement charentais, lié aussi bien au présidial de Saintes qu'à la création de Saint-Palais-sur-Mer, elle en fait le thème majeur de son œuvre romanesque. Celle-ci comprend dix-neuf titres principaux dont la publication s'étale de 1903 à 1929. Le monde qu'ainsi ils recréent est celui de la bourgeoisie saintongaise du xix<sup>e</sup> siècle dont Madeleine La Bruyère reste l'un des plus fins analystes. Sa « vie-œuvre » a été retracée par son arrière-petit-fils, François Julien-Labruyère\*, dans Maman Madeleine mémoire d'outre-Saintonge (Croît vif, Paris, 1993). Petite-fille d'un vice-président du tribunal de Saintes (Jean-Baptiste Rousset) et du plus important entrepreneur charentais de son temps (Antoine Philipon), elle allie la tradition des offices et le modernisme de l'entreprise ; elle collectionne aussi les cousinages saintongais les plus valorisants avec Frédéric Mestreau\*, son oncle, Fernand Larquier\*, son neveu, Marcelle Tinayre\*, sa cousine... Mariée à un notaire de Jonzac qui se suicide en 1894 pour de mauvaises affaires, elle tire son inspiration créatrice de ce drame. S'installant à Barbezieux, elle se met à écrire sous les conseils de sa cousine, Marcelle Tinayre\*, déjà célèbre dans les milieux littéraires. Elle publie notamment Le Roman

d'une épée qui met en scène Saintes durant la Révolution (SFIL, Paris, 1903, réédition au Croît vif en 1990), Lis et Scabieuse qui romance l'équipée de la duchesse de Berry en Saintonge (Hatier, Paris, 1903, réédition au Croît vif en 1997), Ma Première Traversée, livre pour enfants qui conte une descente de la Seugne en barque (Hetzel, Paris, 1906 ; réédition 2004 au Croît vif, avec longue postface sur l'attachement charentais de François Julien-Labruyère\* et illustrations couleur de Christiane Massonnet), Midi à quatorze heures qui raconte le retour d'un fils de famille dans son Angoumois natal où il reprend une affaire industrielle tombée en quenouille (Henri Gautier, Paris, 1908), Toujours tout droit, histoire d'un chemineau, livre pour enfants qui reconstitue l'histoire de son grand-oncle venu d'Auvergne un pic à la main et devenu l'une des plus grosses fortunes de la région, à la tête d'une importante société de travaux publics (voir Dantony\*) (SFIL, Paris, 1910), L'Inutile Route, son seul titre primé par l'Académie française, qui décrit le désastre intime d'un couple entre le marais rustre mais authentique et les attraits fastueux, donc trompeurs, de Bordeaux (Hachette, Paris, 1910), Ces Messieurs de Julhiac le Coq\*, écrit en collaboration avec son fils René\*, qui raconte l'invention du cognac sous la Fronde, entre les déchirements familiaux de deux frères, l'un noble impénitent, l'autre entrepreneur et sauveur de l'économie locale (Grasset, Paris, 1913, réédition au Croît vif, Paris, 1989)... L'œuvre entière est charentaise, pleine de notations sur la psychologie bourgeoise de l'époque, pleine aussi de détails régionaux savoureux qui, aujourd'hui, font référence historique. Ceci explique son succès : plusieurs de ses titres sont successivement parus en livres et en de nombreux feuilletons qui font de Madeleine La Bruyère l'un des écrivains populaires les plus lus de son temps. À Barbezieux, elle laisse également le souvenir d'un salon littéraire très couru qui se transforme en 1911 en Société archéologique, historique et littéraire de Barbezieux, société toujours existante qui lui doit son troisième adjectif, particulièrement rare parmi les sociétés savantes. Le premier numéro de la Revue barbezilienne (1911) lui est d'ailleurs consacré. On peut ainsi la considérer comme l'âme de la première « école de Barbezieux », Marcelle Tinayre en étant l'égérie, avant qu'une seconde génération, plus célèbre, ne prenne le relais. Son buste, par Jack Bouyer se trouve au cloître des Carmes de Jonzac.

**JULIEN-LABRUYÈRE** (Jacques) général (Jonzac 1871 - id. 1949). Fils de la prédécente, polytechnicien, il choisit l'artillerie. Après une brillante campagne d'Italie en 1917-1918, il est chargé de la refonte du code de justice militaire au ministère de la Guerre, puis termine sa carrière comme commandant de place à Bordeaux. Il laisse quelques travaux érudits en égyptologie.

**JULIEN-LABRUYÈRE** (René, dit René La Bruyère), amiral et historien de la Marine (Jonzac 1875 - Paris 1951). Frère du précédent, il mène une brillante carrière de commissaire à la Marine puis de conseiller pour les affaires maritimes de divers organismes privés comme le Comité des forges. Il reste surtout notable pour une œuvre littéraire abondante qui comprend quatre volets principaux : le premier, sous deux pseudonymes (Pierre de Myrica et René d'Antignac), concerne une série de romans-feuilletons exotiques dont la caractéristique est de quasi toujours commencer en Charentes et de se dérouler sous les tropiques, dans les frou-frous et les flirts mondains ; le second est aussi de nature romanesque, mais nettement plus sérieux, avec de nombreux titres mêlant histoire coloniale et intrigues politiques ; le troisième est purement journalistique, il accompagne sa carrière de multiples articles et études sur le rôle d'une marine militaire au xxe siècle ; le quatrième demeure dans la mémoire collective comme de loin le plus fécond. Il s'agit de son œuvre d'historien de la Marine qui le conduit à l'Académie de Marine. On lui doit quelques ouvrages à succès sur le Pacifique comme Les Frères Rorique (Le Masque, Paris, 1934), on lui doit surtout une étude sur la flotte royale aux débuts

du xviii<sup>e</sup> siècle (La Marine de Richelieu, Sourdis, archevêque et amiral, Plon, Paris, 1948 puis sa suite publiée après sa mort Richelieu, Peyronnet, Paris, 1958). Il laisse aussi une remarquable analyse historique de la mort du prince de Condé, parue en 1932 chez Pierre Roger, sous le titre de Henri IV, Charlotte de La Trémoille et son page (livre réédité en 1995 au Croît vif sous le titre de L'Affaire de Saint-Jean-d'Angély ou le mystère de la mort du prince de Condé). Le pays charentais retient également sa contribution au fameux roman historique mettant en scène l'invention du cognac, Ces Messieurs de Julhiac le Coq\*, écrit en collaboration avec sa mère Madeleine La Bruyère\* (Grasset, Paris, 1913 ; réédition Croît vif, Paris, 1989). Voir F. Julien-Labruyère\*, Maman Madeleine, Croît vif, Paris, 1993, passim.

JULIEN-LABRUYÈRE (François), banquier de détail, auteur et éditeur régionaliste (Saint-Gaudens 1940 - ). Arrière-petit-fils de Madeleine La Bruyère\* (qui inspira une partie de ses orientations et dont il a écrit la biographie : Maman Madeleine, mémoire d'outre-Saintonge, Croît vif, 1993), fils d'un médecin et d'une sévrienne, ce Jonzacais polyglotte et novateur fait carrière à Cetelem (la plus grosse banque européenne spécialisée en crédit à la consommation). Il introduit dans cette activité le concept « d'usine clefs en mains » et implante sa société dans une vingtaine de pays, non seulement en Europe (outre la France, numéro un en Espagne, en Hongrie, en Tchéquie et surtout en Italie), mais aussi au Maroc (où il lance le crédit revolving), au Brésil, en Argentine, à Taiwan ou en Thaïlande (cartes de crédit et prêts personnels pour les vacances, l'éducation, les soins médicaux...). Très connu dans sa profession par son appartenance à plusieurs organismes internationaux et par ses conférences, il est l'auteur de la bible du métier, Histoire du crédit à la consommation, doctrines et pratiques (en collaboration avec Rosa-Maria Gelpi, La Découverte, Paris, 1994 : traductions en italien, espagnol, portugais, anglais UK, anglais US, chinois et japonais). Parallèlement, François Julien-Labruyère publie un cycle d'études sur la ruralité : À la Recherche de la Saintonge maritime, géographie historique des côtes, Rupella, La Rochelle, 1974 (prix Prince Murat de Chasseloup-Laubat, 1974, décerné par l'Académie de Saintonge), Notable en Saintonge, Mathieu Mayaudon, 1790-1873 (le cahier de comptes d'un maître de métairie, également prêteur, Quartier latin, La Rochelle, 1975) et Paysans charentais, Histoire des campagnes d'Aunis, Saintonge et bas Angoumois (préface de Jacques Le Goff, Rupella, La Rochelle, 1982, prix René Petiet 1984, décerné par l'Académie française). Ce dernier ouvrage, magistrale fresque où force clichés et légendes font les frais du crible de la critique, enchaîne un premier tome consacré à l'économie rurale (le régime de la terre, les outils et les techniques, les produits - dont quelques-uns suivis vers l'aval de la filière) et un second dédié à la sociologie, qui s'achève sur une stimulante généalogie des clivages politiques à l'œuvre dans les campagnes charentaises. Ce triptyque, conclu par De l'Araire au tracteur (catalogue du musée agricole du château de Didonne, Association du musée, Semussac, 1983), va servir de socle à une série de quatre films sous le générique d'Identités paysannes (réalisation Gérard Guillaume, FR3 Limousin-Poitou-Charentes, Limoges, 1984) : Le Village célibataire (consacré au célibat rural dont La Genétouze est devenue le symbole), Les Battants (sur le rôle de la femme en milieu paysan), Gérer sa vie (un exemple de développement rural à travers le portrait de Jean-Pierre et Françoise Bégué), L'Isolement rompu (l'expérience de coopération active du château de Didonne). Il oriente alors ses travaux vers l'histoire culturelle de la région avec L'Alambic de Charentes (Croît vif, Paris, 1989, prix du livre Poitou-Charentes 1989), tout à la fois bilan de l'érudition et manifeste du régionalisme charentais, dans lequel l'auteur fait le pari d'une authentique « identité » locale, distincte des slogans publicitaires hâtifs, cimentée par l'imprégnation patoise et le rôle de trait d'union du vignoble et du fleuve Charente. Là se distilleraient un sentiment d'appartenance et une affirmation de soi vécus comme le remède aux angoisses du modernisme et à la standardisation du monde, comme l'alternative,

Europe des régions oblige, à l'échelon artificiel que serait le Poitou-Charentes et à la marginalisation progressive à laquelle serait voué l'État-Nation. L'auteur persévérera dans cette veine socio-historique avec *Enquête sur une marandaise* (Croît vif, Paris, 1993), sur l'association ambiguë du folklore et des premières cartes postales, et par de nombreux articles et participations à des livres collectifs dont on retiendra surtout *Écologie des pays charentais* (Croît vif, Paris, 1999) et *L'Abbaye aux âmes*, histoire du festival de Saintes et de son abbatale (Croît vif, Paris, 2001). Deux textes purement littéraires jalonnent cette production : *Madame S.*, le « saintonjouet » (Croît vif, Paris, 1991), « supercherie régionaliste » publiée sous le pseudonyme de Jean Baraton, et un vagabondage, *La Noyée de Royan* (Arléa, Paris, 2000), où, sous prétexte de réminiscences suscitées par des photographies de René-Jacques et Jacques-Henri Lartigue illustrant la grande époque de la station, l'auteur s'essaie avec talent au pastiche et à l'enquête policière, à la critique d'art et à la monographie familiale, voire à la sociologie. Il complète cette approche descriptive de son attachement charentais, plus particulièrement jonzacais, dans la longue postface qu'il donne à la réédition de *Ma Première Traversée de Madeleine La Bruyère\** (Croît vif, 2004). Membre (1984) puis directeur (1996-2006) de l'Académie de Saintonge, à laquelle il donne un élan nouveau (Voir *Cinquante Ans d'Académie de Saintonge*, un jubilé pour la culture régionale, Saintes, 2006, p. 34 sq.), notre homme-orchestre participe également aux Académies musicales de Saintes, devenues le Centre de recherche et de pratique musicales de l'Abbaye aux Dames qu'il préside depuis 2005 (festival de Saintes, Jeune Orchestre atlantique, formation professionnelle de musiciens à la pratique d'instruments d'époque, chœurs d'enfants, animation du site, etc...). Les Charentais lui sont surtout redevables de la création, en 1989, des éditions du Croît vif, tribune offerte à une large palette de sensibilités et de genres (de la thèse universitaire au roman ou au conte patoisant), rapidement devenues, à raison de sept à huit livres par an, la première maison locale (qu'il surnomme sa « petite épicerie de campagne »). Au « top ten » de sa diffusion : *À pas contés* (des contes de Pierre Dumousseau), *Charente fleuve et symbole* (collectif coordonné par Gérard Jouannet), *La Dame blanche* (bande dessinée d'Olivier Fouché sur un scénario de Pierre Dumousseau), *Galope-chenaux* (textes patoisants du Grand Simounet'), *Ne dis jamais ton nom* (souvenirs d'une petite fille juive cachée pendant la guerre à Lesterps, de Josie Lévy-Martin, préface de Simone Veil), *Dictionnaire biographique des Charentais* (collectif de 45 auteurs coordonnés par François Julien-Labruyère), *L'Arantèle* (roman patoisant de Pierre Sénillou), *Histoire des protestants charentais* (collectif coordonné par Francine Ducluzeau), *Mythologie de la Charente-Maritime* (d'Aurore Lamontellerie) et *Le Lest du diable* (roman de Jeff d'Argy).

JULIEN-LAFERRIÈRE (Ludovic), évêque et archéologue (Paris 1838 - id. 1896). Fils d'un commerçant de nouveautés installé à Paris, il sent très vite sa vocation s'affirmer, devient séminariste à Senlis en même temps que précepteur des enfants de l'auteur dramatique Eugène Labiche. Son goût pour le pays charentais qu'il connaît à travers sa grand-mère, la veuve d'un drapier de Jonzac, lui fait postuler pour le petit séminaire de Montlieu. Il y est d'abord élève puis y devient professeur de sciences pendant deux années, dès qu'il est ordonné prêtre en 1868. Nommé ensuite aumônier aux Ursulines de Saint-Jean-d'Angély (1870), aumônier du collège de Saintes (1872), chanoine de la cathédrale de La Rochelle (1878), il quitte la région à regret pour prendre la responsabilité du diocèse de Constantine (1894). Soigné à Paris pour des fièvres attrapées en Algérie, il y meurt quelques mois après sa prise de fonction et se fait enterrer à Jonzac. Ludovic Julien-Lafferrière laisse surtout le souvenir d'un passionné de son pays : amateur de photographie et d'archéologie, il combine ses deux passions dans ce qui demeure son grand œuvre, les splendides fascicules illustrés de *L'Art en Saintonge et en Aunis* dont il assure lui-même la maquette autour de textes de Georges Musset : au total, dix-huit brochures d'une étonnante qualité de présentation dont la publication s'étale de 1879 à

1892. Élu président de la Commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure en 1876, organisme aux franges de l'administration et de la société savante traditionnelle grâce à ses liens avec la Société d'archéologie de Saintes, il la réanime après son endormissement de la période Lacurie en l'engageant dans des fouilles de grande ampleur qui aboutissent à la mise au jour des remparts gallo-romains de Saintes. Pour ses amis, son ardeur sur le chantier était proverbiale, pour ses ennemis, dont Audiat, elle confinait au brouillon méthodologique ! Le musée lapidaire de Saintes lui doit en tout cas la plus grande part de ses collections. Voir Recueil, tome XIV, pp. 18 sq. ; id. RSA, tome XIV pp. 113 sq. ; id. Alambic passim.

JULIEN-LAFERRIÈRE (Firmin, dit Firmin Laferrière), professeur à la faculté de droit de Paris (Jonzac 1798 - Paris 1861). Membre de la branche aînée de la famille Julien, il s'installe avocat à Angoulême en 1821, puis à Bordeaux en 1832. Après avoir commencé de publier en 1836 sa très fameuse Histoire du droit (six volumes), il inaugure la chaire de droit administratif de Rennes en 1838. Son Cours théorique et pratique de droit public et administratif (1840) reste encore aujourd'hui un des classiques en la matière. Nommé inspecteur général des facultés de droit en 1846, mis en disponibilité par la Révolution de 1848, il se présente sans succès aux législatives d'avril 1848 en Charente-Inférieure. Dès l'année suivante, il retrouve l'université avec la chaire de droit administratif de Paris, puis le rectorat de Toulouse en 1854. Il est élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1855. Voir F. Julien-Laferrière, Firmin et Édouard Laferrière, juristes français, conférence du 1-8-1994 prononcée à l'université francophone d'été Saintonge-Québec, Jonzac.

JULIEN-LAFERRIÈRE (Édouard, dit Édouard Laferrière), vice-président du Conseil d'État, gouverneur général de l'Algérie (Angoulême 1841 - Bourbonne-les-Bains, Haute-Marne 1901). Fils du précédent, il devient, comme lui, avocat ; collaborateur d'Ernest Picard, le futur ministre des Finances du gouvernement de la Défense nationale, il se déclare franchement républicain, collabore à divers journaux d'opposition, publie en 1869 un ouvrage de documentation contestant le régime impérial, Les Constitutions d'Europe et d'Amérique : il se retrouve en prison pour « complot contre la sûreté de l'État » ! En 1870, il fait partie des premiers appelés par la République, devient conseiller d'État, vite chargé de sa section du contentieux. En 1886, il accède à sa vice-présidence qu'il marque par une série de réformes encore en vigueur aujourd'hui : professionnalisation du corps des conseillers d'État par limitation du « tour extérieur », et surtout saisie obligatoire du Conseil pour tout règlement d'administration publique avant son adoption par le gouvernement. En 1898, pour ramener l'ordre dans une Algérie agitée d'une grave crise antisémite, il est nommé gouverneur général. Son programme de réforme est mené rondement et avec succès ; il confère à l'Algérie un budget propre et un conseil consultatif, institutions qui demeureront en place jusqu'en 1945. Son action est si bien reconnue par toutes les parties, qu'à sa mort une des principales artères du centre d'Alger prend le nom de boulevard Laferrière, celui-là même qui symboliquement connaîtra toutes les manifestations contre l'indépendance des années 1950-1960. En 1900, Édouard Laferrière est nommé procureur général auprès de la Cour de cassation. À côté de cette exceptionnelle carrière administrative, son attachement charentais reste vif : d'abord lors de ses vacances royannaises et surtout pour son goût du saintongeais qui lui dicte de nombreux articles dans les revues locales (sa défense du « jh », qu'il appelait « l'aspiration wisigothique » est restée célèbre) ; il est un des fondateurs et habitués de la Cagouille. Une salle du Conseil d'État porte son nom et est ornée d'un portrait de lui. Son buste, sculpté par Jack Bouyer en 1996, se trouve au cloître des Carmes de Jonzac. Voir F. Julien-Laferrière, Firmin et Édouard Laferrière, juristes français, conférence du 1-8-1994 prononcée à l'université francophone

d'été Saintonge-Québec, Jonzac. Cet hommage rendu aux deux gloires Julien-Laferrière par un de leur cousins figure une sorte de continuité dans la tradition familiale : François Julien-Laferrière (Château-Saint-Mars, Essonne 1944 - ) est en effet professeur de droit public à l'université de Paris (faculté Jean Monnet) et président de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé).

JULIEN-LAFERRIÈRE (Louis), médecin et érudit (Jonzac 1859 - Rochefort 1924). « Recouvrance à Pons, Santé navale à Rochefort, les fièvres à Madagascar puis de nouveau Rochefort avec le secrétariat de la Société de géographie d'où il organise des conférences sur l'Empire et établit l'index des bulletins aux noms rimant le sud profond, tel est l'itinéraire idéal des fils de Saintonge » (Alambic, p. 230). Pour compléter l'archétype de la pulsion coloniale des Charentes, Louis Julien-Laferrière est le neveu à la mode de Bretagne de Ludovic et d'Édouard, l'un et l'autre liés à l'Algérie, il fut maire-adjoint de Rochefort et laisse quelques études sur la médecine tropicale.

JULIEN-LAFERRIÈRE (Marc, dit Marc Laferrière), musicien de jazz (Paris 1935 - ). Conservant des liens étroits avec son origine rochelaise, il est un des musiciens de jazz les plus connus de son époque. Saxo soprano ayant toujours eu le modèle de Sydney Bechet en tête, il débute aux côtés de Claude Luter au Slow club, ce qui le situe comme le principal continuateur de la tradition jazzistique française. En 1957, il fonde l'orchestre des New Orleans Stompers avec lequel il donne des milliers de concerts, dont un très grand nombre aux Jeunesses musicales de France. Son œuvre comprend trente-cinq albums aux titres variés.

BRUN (Félix), professeur de médecine à la faculté de Paris (Angoulême 1854 - Paris 1903). De vieille souche baignoise, petit-fils du médecin des hôpitaux et prisons d'Angoulême, Prosper Brun (Angoulême 1785 - id. 1855), fils d'un percepteur de la même ville, Daniel Brun (Angoulême 1825 - Saint-Germain-en-Laye 1901), il est reçu chirurgien des hôpitaux de Paris dès 1881, où il se distingue par une inventivité clinique remarquable : il est ainsi le premier en France à pratiquer l'appendicectomie. Une salle d'opérations des Enfants malades porte son nom.

CHAMBLAY (Max de), personnage fictif du grand roman jonzacais de Madeleine La Bruyère\*, Lis et Scabieuse (Hatier, Paris, 1904 ; réédition Croît vif, 1997). Avocat installé à Jonzac au moment de l'équipée légitimiste de la duchesse de Berry (1832), il tente en vain de calmer les extrêmes et se voit embarqué, malgré lui, dans une série d'aventures plus ou moins rocambolesques. Son attirance pour deux figures féminines, Lis représentant la pureté des traditions et Scabieuse le charme de la réussite sociale, constitue l'argument du roman, permettant une description nuancée de Jonzac au moment où la ville va plonger dans la modernité. Max de Chamblay, devenu député de la circonscription, sera l'homme de cette modernité, grâce à son action pour le chemin de fer. Voir F. Julien-Labruyère\*, Maman Madeleine mémoire d'outre-Saintonge, Croît vif, Paris, 1993, pp. 224 sq.

CHASTEAU (Louise, née Saigne), femme de lettres (Thiviers 1850 - Saint-Trojan 1926). Institutrice, elle mène une brillante carrière académique et devient la première directrice de l'école normale de

Fontenay-aux-Roses. On lui doit de nombreux articles pédagogiques, plusieurs chroniques féminines et un roman d'inspiration saintongeaise, *La Ravageuse* (Calmann-Lévy, 1911). Elle est intimement liée à la région charentaise pour les attaches barbeziliennes de son mari Émile Chasteau, pour sa villa de Saint-Trojan où elle s'installe, la retraite venue, et pour ses cousinages et amitiés littéraires avec Madeleine La Bruyère. Louise Chasteau est la mère de Marcelle Tinayre\*. Voir A. Quella-Villéger, *Belles et rebelles, le roman vrai des Chasteau-Tinayre*, Aubéron, 2000.

COINDREAU (Georges), grand maire de Jonzac et créateur de la station balnéaire de Saint-Palais-sur-Mer (Chevanceaux 1827 - Saint-Palais-sur-Mer 1897). D'une famille paternelle de médecins et de notaires installée à Chevanceaux et Jussas depuis la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, lui-même petit-fils par sa mère du très influent Jean-Baptiste Thénard-Dumousseau et neveu du maire de Jonzac, l'avocat Jacques-Julien Blanc-Fontenille (qui tint la mairie de 1813 à 1848 et avait épousé la fille de Thénard-Dumousseau), il s'installe avocat à Jonzac où, rapidement, il prend la succession de son grand-père. Passionné comme lui par la politique, il devient maire de Jonzac et conseiller général jusqu'en 1874. Battu ensuite plusieurs fois consécutives, il se retire du jeu politique et se voit nommé conseiller à la cour d'appel de Poitiers. Outre son modernisme de maire de Jonzac (qui lui doit sa gare et son hôpital, ainsi que l'achèvement de son marché et de son théâtre), son apport principal à la région reste la création de la station balnéaire de Saint-Palais-sur-Mer : il est en effet le premier, en 1866, à installer une vraie villa en bordure de mer, auprès du poste de pilotage des entrées de Gironde, dans le hameau alors appelé Le Bureau, pour cette raison. Auparavant, Emma Ferrand avait fait construire un « chalet » dans l'intérieur des terres, c'est-à-dire avec une conception encore très campagnarde de Saint-Palais. Sa villa, dite Les Sapins, entraîne vite la construction d'autres maisons (notamment celle du médecin Adolphe Baron) et demeurera un des symboles de la haute époque balnéaire de la côte charentaise grâce, en particulier, au fameux chemin du Pont du Diable, recouvert encore par les yeuses plantés par Georges Coindreau. Ses liens de famille avec Émile Gaboriau\*, son beau-frère (qui, dans *La Corde au cou*, le présentera comme « excellent maire » sous les traits de M. Séneschal), et de cousinage avec Madeleine Julien-Labruyère\*, qui venaient passer leurs étés à Saint-Palais et y trouver de l'inspiration à leur œuvre, font de sa villa un des lieux de mémoire du pays charentais. Voir RSA, XVII.

DANTONY (Étienne), personnage de roman inspiré de celui, très réel, de Jean Philipon (Julliangès, Haute-Loire 1780 - Archiac 1846). Étienne Dantony apparaît dans deux romans de Madeleine La Bruyère, *La Ganipote* (Henri Gautier, Paris, 1905) et *Toujours tout droit*, histoire d'un chemineau (SFIL, Paris, 1910). Il figure le héros exemplaire qui quitte son village du Massif central, une pioche à l'épaule (la fameuse « marre » des ouvriers marreurs du Velay), s'installe en Charentes, d'abord comme piqueur puis comme chef de chantier, avant de créer sa propre entreprise. L'exceptionnelle réussite de Jean Philipon, le grand-oncle de Madeleine La Bruyère\*, inspire ces deux romans. Sa vie commence comme celle d'un marreur émigré, elle se termine, fortune faite, à la tête de la plus grosse entreprise de travaux publics des Charentes. On lui doit notamment la plupart des routes qui alors se développent dans la région, entre Jonzac et la Gironde, entre Pons et Barbezieux, entre Pons et Cognac... Les ouvriers viennent tous du Velay et créent autour d'Archiac, où est installée l'entreprise, une petite colonie colorée d'Auvergnats. Les enfants de Jean Philipon et ceux de son frère Antoine (Julliangès, Haute-Loire 1791 - Archiac 1869) qui lui succède à la tête de l'affaire, s'allient tous à des familles de vieille bourgeoisie saintongeaise, comme par exemple les Mestreau ou les Larquier, preuve d'une intégration remarquable. Voir : F. Julien-Labruyère\*, *Maman Madeleine mémoire d'outre-Saintonge*, pp. 130 sq., Croît vif, Paris, 1993.

DU CHAIL (Renée), héroïne du Roman d'une épée, le premier grand roman historique publié en 1903 par Madeleine La Bruyère\* (réédition Croît vif, 1990). Elle représente le point de fixation des qualités saintongeaises dans la tourmente révolutionnaire. Fille d'un bourgeois saintais qui se pique de noblesse puis de tiers-état au gré du vent politique, elle refuse d'épouser successivement l'héritier ridicule d'un grand nom de l'aristocratie et le tribun porté par les idées nouvelles ; l'un et l'autre, d'ailleurs, finiront mal, le premier dans la pauvreté de l'exil, le second sur l'échafaud. Elle se réserve à son grand amour, un jeune officier de l'Angoulême-Dragons qui deviendra général auprès de Bonaparte. Tout au long du roman, de nombreuses notations contribuent à donner au personnage de Renée du Chail son rôle de symbole saintongeais. Voir F. Julien-Labruyère\*, Maman Madeleine, mémoire d'outre-Saintonge, Croît vif, Paris, 1993, pp. 215 sq.

DUPUY (Jean), homme politique (Saint-Palais 1844 - Paris 1919). Sa carrière est l'une des plus remarquables de son temps, au point qu'on le surnomma « l'éminence grise de la Troisième République ». Son père était sergier dans le petit bourg girondin de Saint-Palais et sa mère une servante. Le curé de Saint-Palais ayant remarqué les dons de l'enfant, il le pousse à faire des études ; Jean Dupuy fait son droit et s'installe huissier de justice à Paris. Il profite de la débâcle pour s'engager dans les rangs républicains et se voit nommer sous-préfet. Il le reste deux ans à peine car il rachète alors un journal de rien, Le Petit Parisien, dont il fera le premier titre de la presse nationale ayant dépassé le million d'exemplaires. Appuyé sur cette tribune puissante, il se lance dans la politique : en 1891, il est élu sénateur et devient le rapporteur du budget de l'Agriculture. Lorsque Waldeck-Rousseau forme son gouvernement en 1899, il fait appel à lui comme ministre de l'Agriculture. Son principal titre de gloire à ce poste sera l'organisation du Crédit agricole, avec la fondation de ses organes statutaires. Sa carrière ministérielle se poursuit avec le Commerce et l'Industrie en 1909, puis les Travaux publics en 1911. Les liens de Jean Dupuy avec le pays charentais sont étroits : en effet, très vite il achète le château du Gibaud, au Fouilloux, qui avait appartenu au duc Decazes et s'intéresse de près à son exploitation mêlant agriculture (notamment la vigne) et industrie. Il y passera chaque année plusieurs mois, jusqu'en 1915 où un incendie ravagera totalement le domaine. Son fils, Pierre (Paris 1876 - id. 1968), s'engage sur les mêmes chemins que lui : docteur en droit, il s'occupe du Petit Parisien et se lance en politique. En 1902, il devient le plus jeune député de France (Gauche démocratique). En 1917, Clemenceau fera appel à lui pour prendre le Commissariat aux transports maritimes (avec rang de ministre). En 1921, il épouse Jeanne Mestreau, la fille d'Abel\*, et vient dès lors souvent à Saintes. À la mort de Jeanne, leur fils, Charles Dupuy, producteur de vin en Roussillon, hérite de l'hôtel Mestreau et du musée qu'y a constitué Abel ; il le rénove en dépoussiérant ses collections et le réouvre au public sous le nom de Dupuy-Mestreau (1983). Quelques années après, il le cède à la ville de Saintes (1992).

ESMEIN (Jean, dit Adhémar), professeur de droit et linguiste charentais (Touvérac 1848 - Paris 1913). Issu d'une longue lignée de magistrats attachés aux offices seigneuriaux de Baignes-Sainte-Radegonde depuis le xv<sup>e</sup> siècle, elle-même liée aux Philippon, il passe son agrégation de droit constitutionnel et devient professeur à l'université de Caen puis à celle de Paris. Il se spécialise alors dans l'histoire du droit, crée la Nouvelle Revue historique du droit français et la chaire de sciences religieuses à l'École pratique des hautes études. Ses publications sont nombreuses et toujours d'actualité, comme son Histoire de la procédure criminelle en France (1891) ou ses Éléments de droit constitutionnel comparé (1896). Très attaché au pays charentais, il est un collaborateur assidu du Pays d'Ouest (qui fêtera son centenaire avec éclat), il est un des fondateurs de la Cagouille, il reste surtout dans la mémoire comme



l'auteur de cette si charmante *Vieille Charente* (Constantin, Angoulême, 1912) où, en quelques contes patoisants et poèmes d'une simplicité d'évidence, il retrace le charme du pays de son enfance. Il est également l'auteur du classement des 550 chartes du cartulaire de Saint-Étienne de Baignes. Son fils, Paul (Paris 1886 - Luzarches 1966), également professeur de droit, spécialisé dans la responsabilité civile, fut un des concepteurs du code de la route. Voir *Alambic* ; id. P. Huraux, *Les Esmein chevoscheurs du Roy*, hors commerce 1987, qui montre l'origine première de la famille attachée au relais de poste de La Grolle à Touvérac ; la légende familiale voudrait que l'ancêtre éponyme soit Émeno, un journalier cité dans le cartulaire de Saint-Étienne de Baignes au début du xiii<sup>e</sup> siècle.

GABORIAU (Émile), l'inventeur du roman policier (Saujon 1832 - Paris 1873). Son père, originaire de Jarnac, est receveur de l'Enregistrement à Saujon, puis à Saint-Georges-d'Oleron et La Rochelle ; sa mère, Stéphanie Magistel, est la fille d'un notaire de Cozes. C'est dire l'enracinement charentais de l'inventeur du roman policier. Il commence comme clerc de notaire à Guingamp où son père a été nommé. Il s'y ennue et rejoint Paris où commence vraiment sa carrière. Chroniqueur dans divers journaux humoristiques, il se met à écrire, tâte du théâtre sans succès et publie en revanche plusieurs romans légers qui obtiennent de l'écho populaire. Faible de santé (il perdra la vision d'un œil et mourra d'une phtisie galopante), il se soigne à Jonzac où son père termine sa carrière et où sa sœur, Amélie, a épousé l'avocat Georges Coindreau\*, le futur maire de la ville. De retour à Paris, il obtient cette fois un véritable poste de chroniqueur judiciaire à la rédaction du *Pays* et se lance dans un nouveau genre littéraire, ce qu'il appelle le « roman judiciaire », l'ancêtre du roman policier. Son premier titre est *L'Affaire Lerouge*, publié en 1865, qui passe alors inaperçu. Avec *Monsieur Lecoq*, publié en feuilleton au *Petit Journal* l'année suivante, le succès est immédiat et important. Gaboriau publie dès lors un roman-feuilleton par an, avec des titres fameux comme *Le Crime d'Orcival*, *Les Esclaves de Paris*, *La Vie infernale* ou *La Clique dorée*, tous composés autour de son héros, l'enquêteur Monsieur Lecoq. Chacun de ses titres est ensuite édité en volume chez Dentu. Après 1871, il poursuit son œuvre et publie surtout son dernier grand roman tout empreint d'observations jonzacaises, *La Corde au cou*. Gaboriau est d'ailleurs inhumé à Jonzac. Son influence sur la littérature policière est immense : Conan Doyle, le créateur du fameux Sherlock Holmes, dira tout ce qu'il doit à son influence, à celle notamment de son idée du héros enquêteur et au climat policier de *L'Affaire Lerouge*, qui reste le chef-d'œuvre de Gaboriau et deviendra finalement son titre le plus représenté, au théâtre, au cinéma ou à la télévision. Voir R. Bonniot, *Émile Gaboriau pionnier du roman policier*, Vrin, 1985. Ibid. *Grands Charentais*, *Croît vif*, 1994, pp. 253 sq.

HYPPOLITE (Jean), philosophe (Jonzac 1907 - Paris 1968). Issu d'une famille d'entrepreneurs de travaux-publics liée à la famille des Julien et à celle des Philipon, il entre à Normale-Sup et, de scientifique, découvre Hegel et devient philosophe. Après quelques années de professorat dans le secondaire, il donne sa thèse consacrée à la Phénoménologie de l'esprit de Hegel (Aubier-Montaigne 1947, après qu'il en eût établi la traduction en 1941). Nommé à la Sorbonne en 1949, directeur de Normale-Sup en 1955 et professeur au Collège de France en 1963, il est un des penseurs les plus influents de son temps ; se définissant lui-même comme « historien de la pensée philosophique », il reste un des artisans de la conversion de la philosophie française à la phénoménologie (conversion dont les trois acteurs principaux sont liés au pays charentais, en la personne de Merleau-Ponty, de Sartre et de lui-même). Son buste sculpté par Jack Bouyer orne le cloître des carmes de Jonzac. Voir *Dictionnaire des intellectuels français*, Seuil, 1996 (notice de J.-L. Fabiani).

JULHIAC LE COQ (Gaspard et Henry de), personnages fictifs du grand roman historique sur l'invention du cognac, écrit en collaboration par Madeleine La Bruyère\* et son fils René\* et paru en 1913 (Grasset, Paris, préface de Marcelle Tinayre) et en 1989 (Croît vif, Paris, préface de François Julien-Labruyère\*). Au moment de la Fronde de 1650 dont Saintes devait terriblement souffrir, les deux frères Julhiac, aux origines champagnaudes marquées par leur château de Juillac-le-Coq, s'affrontent sur des principes de famille : l'aîné, soucieux de tradition féodale, s'engage tel un Don Quichotte dans les rangs des princes et y ruine l'héritage ; le cadet le reconstitue et l'embellit grâce à un nouveau mode d'exploitation du vignoble basé sur la distillation et l'exportation d'eau-de-vie. C'est vulgaire et roturier, comparé aux chevauchées de la Fronde, mais le cognac est né ! Cette légende, rapportée dans un très beau roman, est moins connue que celle du chevalier de La Croix-Maron ; au plan de la vérité historique, elle la vaut tout autant. Voir F. Julien-Labruyère\*, Maman Madeleine mémoire d'outre-Saintonge, Croît vif, Paris, 1993, pp. 264 sq.

LARQUIER (Fernand), homme politique (Arthenac 1863 - Jonzac 1947). Issu d'une lignée originaire de Saint-Jean-d'Angély devenue une des familles les plus notables de la région d'Archiac, elle-même liée à de nombreuses familles de la bourgeoisie charentaise, comme les Julien, les Philipon, les Mestreau, il est le fils de Pierre-Émile Larquier, maire d'Arthenac pendant vingt-cinq ans et conseiller général d'Archiac pendant vingt-sept ans. Fernand Larquier, docteur en droit, avocat, entre dans la magistrature en 1889 comme juge à Saintes, puis à Saint-Jean-d'Angély ; substitut du procureur de la République à Châtellerault, il est nommé procureur à Melle en 1898. Installé à Saint-Simon-de-Bordes comme propriétaire-viticulteur et bouilleur de cru à partir de 1900, il est élu maire de cette commune, puis député de l'arrondissement de Jonzac en septembre 1902. Inscrit à la Chambre au groupe de la Gauche radicale, il fait partie de diverses commissions en rapport avec l'agriculture et la viticulture. La défense des privilèges des bouilleurs de cru restera l'essentiel de son activité. Il est réélu le 6 mai 1906, puis le 8 mai 1910. De 1906 à 1914, il est membre des commissions sur la réforme judiciaire, sur l'administration générale, les cultes, la répression du vagabondage. Il prend part aux discussions sur la représentation proportionnelle et, en 1913, il présente un rapport sur la lutte contre l'espionnage. Élu secrétaire de la Chambre de 1910 à 1912 et se présentant aux élections législatives de 1914, il y est battu au second tour par son concurrent Carré-Bonvalet, également viticulteur. Les descendants actuels de la famille Larquier portent la particule à la suite d'un jugement du tribunal civil de Jonzac en date du 26 octobre 1955. Voir Flammarion et DP.

LARQUIER (Bernard de), généalogiste (Casablanca 1932 - ). Petit-fils de Paul Larquier (1857 - 1917), le frère aîné du précédent, médecin qui épouse Emma Beauvais, la fille d'un banquier local devenu maire de Saint-Genis-de-Saintonge, Bernard établit la généalogie de sa famille et est aussi l'historien de celle des Dampierre (Les Dampierre en Saintonge et Dictionnaire des Dampierre) ainsi que l'auteur d'un ouvrage sur La Fayette (La Fayette usurpateur du vaisseau « La Victoire », chez l'auteur, 1987).

LARQUIER (Jean-Bernard de), grand-maître de la Confrérie du franc-pineau (Jonzac 1956 - ). Cousin du précédent et arrière-petit-neveu de Fernand Larquier\*, il est viticulteur à Arthenac et président du Syndicat général des vigneron (élu en 2005, voir Sud-Ouest, 18-6-2005, article de S. Joubert). Depuis 1990, il est grand-maître de la Confrérie du franc-pineau à laquelle il donne un lustre tout particulier. Celle-ci tire son origine de la Principauté du franc-pineau créée en 1948 par le duc et

la duchesse Edmée de La Rochefoucauld, mais qui s'était vite perdue en mondanités sans suite. En 1972, un groupe de viticulteurs des deux départements charentais en récupère l'idée et la « démocratise » sur le modèle des quatre cents confréries bacchiques existant en France. Le rôle d'un vétérinaire de Rouillac, René Charmoy (Maisons-Alfort 1914 - Châteauneuf-sur-Charente 1990) est alors essentiel : c'est lui qui assure le lien avec la tradition de l'ancienne Principauté dont il était membre, c'est lui qui met au point le cérémonial des chapitres annuels, c'est également lui qui dessine le costume et le chapeau des membres de la confrérie. René Charmoy est également l'auteur de quelques pièces de théâtre jouées par une troupe amateur de Rouillac et de nombreux dessins humoristiques signés Bot. En 1980, à l'initiative de Jacques Bégouin, récemment élu à la tête du Comité national du pineau, qui y voit un moyen idéal d'enracinement de l'image du produit, la confrérie est prise en charge par la profession. Un « grand maître » entouré de son « grand chambellan » et de ses trente-deux « ministres de cour » organise la tenue d'un « grand chapitre » annuel où se voient « intronisés » des personnalités diverses dans un grand cérémonial de costumes et de dégustations. Chaque année, le chapitre cherche à mettre en valeur un site particulièrement cher à l'identité charentaise (Brouage, Aubeterre, Bourg-Charente, Saint-Martin-de-Ré, etc.) en respectant la règle de l'alternance entre les deux départements. Depuis quelques années, une autre manifestation, plus intime et professionnelle, voit l'élection d'un « Monsieur Pineau », choisi parmi les viticulteurs le jour de la Saint-Vincent, en souvenir de ce diacre de Saragosse devenu patron des vigneron, fêté le 22 janvier. L'occasion du cinquantenaire de la confrérie en 1998 valut un retour aux sources avec un parrainage La Rochefoucauld (en l'occurrence, Sophie).

MAYAUDON (Mathieu), le type même du maître de métairie du sud charentais (Terrasson, Dordogne 1790 - Nantes 1873). Ce n'est pas sa médiocre carrière de notable légitimiste qui lui vaut cette notice, mais son livre de raison, pieusement conservé dans sa famille et étudié par un de ses descendants, François Julien-Labruyère\*, duquel il ressort un type social, celui du maître de métairie (Notable en Saintonge Mathieu Mayaudon 1790-1873, Quartier latin, La Rochelle, 1975). Avocat à Jonzac, il demeure dans l'historiographie régionale comme le propriétaire de quatre domaines agricoles dont il suit l'exploitation avec rigueur : Chez Marpaud et le Foucaud à Bran, Paschal à Ozillac, le Clône à Jonzac. Son livre de raison (en fait un simple cahier de comptes) permet une vision précise du système agraire traditionnel charentais avec ses rendements, ses liens de domesticité et surtout son organisation de l'élevage bovin basée sur le croît vif. Le maître de métairie devient simple pourvoyeur de capital-cheptel, le métayer et lui se partagent la valeur ajoutée prise par le bétail et les multiples foires du sud charentais constituent les « bourses des valeurs » de cette économie de subsistance où les petits exploitants ont besoin d'un attelage de bœufs le temps des labours et où les gros le leur engraissent le reste de l'année. Autre exemple de cette intermédiation dans l'ancien monde rural charentais, Mathieu Mayaudon prête de l'argent aux paysans des villages proches de ses métairies contre la garantie d'un réméré sur les terres, qu'il lui arrive de faire jouer, ce qui agrandit ses propres domaines. Il convient enfin de signaler que Mathieu Mayaudon est l'un des inspirateurs du personnage de Max de Chambly dans le grand roman jonzacais de Madeleine La Bruyère\*, Lis et Scabieuse.

MESLIER (James), animateur culturel (Barbezieux 1848 - Touverac 1926). Médecin à Barbezieux issu d'une vieille famille de la ville, il en devient maire et s'y montre particulièrement actif au plan culturel, organisant en 1909 le 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance d'Élie Vinet dont il ranime ainsi la mémoire avec surtout la publication d'un gros livre collectif coordonné par Gaston Chevrou, et suscitant en 1911 la création de la Société archéologique, historique et littéraire de Barbezieux, comme

prolongement du salon littéraire de sa cousine Madeleine la Bruyère. Il est également l'auteur de plusieurs notes biographiques. Voir Alambic.

MESTREAU (Frédéric), chef de file des républicains saintongeais (Saint-Pierre-d'Oleron 1825 - Saint-Georges-de-Didonne 1891). Fils de Jean-Frédéric, un négociant de Saint-Pierre, et de Charlotte Delbès, fille d'un négociant de Saint-Martin-de-Ré, il fait ses études au séminaire de Pons puis au lycée de Poitiers. Il entre ensuite chez son père qui possède un négoce d'eaux-de-vie à Saintes et, profitant de l'excellente conjoncture des exportations de cognac, il fait rapidement fortune. En 1860, il entre au conseil municipal de Saintes, siège qu'il conservera jusqu'à sa mort. Républicain convaincu, il ne réussit à imposer son point de vue qu'avec la chute de l'Empire. En 1871, son voisin de Saint-Georges-de-Didonne où il a fait construire un chalet en bord de plage, Eugène Pelletan le fait nommer préfet de la Charente-Inférieure, représentant le gouvernement de la Défense nationale. L'année suivante, il est élu député de Saintes mais sera battu en 1876 « par les campagnes », en l'occurrence par le baron Eschassériaux. Il se présente alors à Marennes et est élu contre Charlet (1876), puis en 1877 contre d'Aviau de Piolant. En 1885, il devient sénateur. À l'inverse d'Eschassériaux qui excellait sur son terrain, avec ses agents électoraux et ses journaux, Mestreau n'a paradoxalement jamais réussi à trouver une assise populaire, même si à terme ses idées républicaines l'emporteront. La rivalité entre Le Progrès, journal du groupe Orliaguet tenu par Eschassériaux, et L'Indépendant, acheté par Mestreau à Vallein en 1873, est caractéristique : les voix républicaines progressent mais les tirages favorisent nettement les bonapartistes ! Cette difficulté à trouver une base politique personnelle s'exprime aussi par ses mandats de conseiller général qui iront du canton de Saujon (1875) à celui de La Tremblade (1883). Est-ce dû à son tempérament finalement plus bourgeois que celui d'Eschassériaux ? Est-ce dû à son manque d'esprit terrain comparé à celui de son adversaire ? Est-ce dû à son image de « préfet du 4 septembre », brutal et révolutionnaire, que la presse Orliaguet se faisait un malin plaisir à systématiser ? Eschassériaux n'est pas tendre à son égard dans ses Mémoires : « L'administration de M. Mestreau avait été violente, avait désorganisé la défense en brisant les conseils municipaux, avait fait preuve d'impéritie en ne procurant pas à nos mobiles des vêtements suffisants pour les préserver des rigueurs de la saison, et s'était soumise aveuglément à la dictature de Bordeaux qu'elle avait suivie jusqu'au bout » (Mémoires, p. 128, édition des Sires de Pons). Frédéric Mestreau avait épousé Jeanne Philipon, fille de l'entrepreneur en travaux publics, Jean Philipon, d'Archiac (voir Étienne Dantony\*). Voir RSA XI. Il est à noter que la plupart des Saintais prononçaient et prononcent encore « Métreau » alors que l'environnement familial s'est toujours piqué de sonoriser le « S » en « Messetreau », qui faisait plus bordelais et qui, plus tard, se distinguera nettement du métro parisien.

MESTREAU (Abel), collectionneur (Saintes 1854 - id. 1939). Négociant et érudit, fondateur d'un musée régional, il est le fils du précédent et de Jeanne Philipon. Il prend la suite de la maison de négoce de sa famille. Sa fortune en a fait le propriétaire de nombreuses maisons (à Saintes sur le cours National, au 24 rue des Frères, rue du Palais – actuelle rue des Jacobins au numéro 4 –, l'hôtel Monconseil, le château du Priouisté à Port-d'Envaux, sur les bords de la Charente : aux Bouchauds, à Saint-Cybardeaux en Charente : à Courcoury). Il est connu pour être « le plus affable, le plus modeste, le plus saintongeais des Saintongeais ». Aussi poli avec les paysans et les artisans qu'avec les bourgeois ou les gentilshommes, « il n'entre dans la plus humble demeure ou dans un château que ganté et le chapeau à la main ». Passionné d'histoire et amoureux de la Saintonge, il devient un membre actif de la Société d'archéologie et, en 1881, membre correspondant de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure. Il rassemble religieusement dans son hôtel de

Monconseil tout ce qui touche à la vie des Saintongeais, toutes les reliques de sa petite patrie (vêtements, bijoux, meubles, ustensiles, céramiques, carrosse, tapisseries, meubles, gravures, documents, monnaies...). Il fait de nombreux dons au musée de Saintes. En 1900, il entreprend des fouilles dans le tumulus des Fades à Courcoury. Le préfet le charge (avec Musset et Dangibeaud) de signaler à l'administration des Beaux-Arts les objets conservés dans les édifices religieux. En 1931, il est nommé chevalier de la Légion d'honneur au titre de créateur de son musée régional. Ce musée prend le nom de « Dupuy-Mestreau » : sa fille Jeanne a en effet épousé Jean Dupuy, député de Blaye. Aujourd'hui, le musée Dupuy-Mestreau est propriété de la ville de Saintes.

PHILIPON (René), collectionneur et esthète (Saintes 1869 - Paris 1935). Fils d'un agent de change enrichi dans l'immobilier à Paris (Edmond, 1836 - 1915) lui-même héritier de la plus grosse affaire de travaux publics des Charentes (voir Dantony\*), il se rend célèbre par son faste mondain, notamment lors des fêtes de son château de Vertcœur en vallée de Chevreuse. Ami du tout-Paris, il est également un écrivain fécond, spécialiste d'astrologie et de cabalistique ; il laisse le souvenir du plus parfait des décadents, tels que les aimait la Belle Époque. Voir : Dictionnaire Flammarion Charente-Inférieure p. 599, Paris 1901 ; id. F. Julien-Labruyère\*, Maman Madeleine mémoire d'outre-Saintonge, pp. 138 sq., Croît vif, Paris, 1993.

RAÏSSAC (Joseph-Sylvestre), imprimeur (vers 1790 - Marennes 1856). D'origine gasconne, il s'installe à Marennes comme instituteur communal, puis fonde en 1826 un pensionnat d'instruction secondaire destiné à préparer les jeunes Marennais au baccalauréat. En 1835, il devient imprimeur et crée le Journal de Marennes. Ayant obtenu la clientèle de la sous-préfecture, il imprime dès lors de nombreux papiers officiels, dont en particulier toutes les études institutionnelles ou statistiques établies par le sous-préfet Le Terme. C'est également lui qui commence l'impression du fameux Massiou. En 1857, les frères Florentin (Adolphe, Benjamin et Arsène) reprennent son imprimerie. Voir L. Audiat, Essai sur l'imprimerie en Saintonge et en Aunis, Texier, Pons, 1879.

RANG (Paul-Charles-Alexandre-Léonard, dit Sander Rang des Adrets), officier de la Marine (Utrecht 1793 - Mayotte 1844). Fils de Jean-Alexandre Rang et de Louise Drouin, il naît à Utrecht, où son père est pasteur avant d'être appelé à La Rochelle (1802) et il commence de bonne heure une carrière d'officier de marine doublé d'un naturaliste. En 1816, il est un des rares survivants du naufrage de la Méduse. Directeur du port d'Alger en 1833, commandant supérieur de l'île de Nossi-Bé et dépendances dans les Comores, il meurt à Mayotte en 1844. Pendant ses escales à La Rochelle, devenue son port d'attache, il participe à toutes les activités culturelles de la ville. En 1841, il est un des fondateurs de la société des Amis des arts ; il publie des travaux importants sur les mollusques, les zoophytes, les aplysies, les nautilus, dans la revue de la Société des sciences naturelles de la Charente-Inférieure dont il est le correspondant assidu. Sa veuve (qui suit), l'artiste Louise Cassen-Vaucorbeil, a laissé des portraits de plusieurs personnalités rochelaises ; elle épousera en 1845 le banquier Théophile Babut. Voir P. Moisy, « Sander Rang, ou le savant aventurier », RSA, XLVIII, 1973, pp. 223-232. Id. surtout F. Legré-Zaidline, Émois romantiques à La Rochelle, ou les passions de Sander le marin et de Louise la portraitiste, Le Croît vif, 2006, passim.

RANG-BABUT (Louise, née Cassen-Vaucorbeil), peintre et lithographe (Saint-Malo 1805 - La Rochelle 1884). Montrant très jeune de grandes dispositions pour le dessin, elle fréquente à Brest l'école de Charrioux, puis, à Paris, entre chez le lithographe Langlumé qui lui donne des leçons d'aquarelle. Elle fait des lithographies d'un trait simple et pertinent, peint des portraits de femmes d'une touche douce, patiente, étendant une couleur chaude sans épaisseur, modelant d'une manière uniforme visages, vêtements, accessoires, avec un réalisme proche de David. Sans doute fait-elle connaissance au Louvre, à l'occasion de travaux de copiste, avec Delacroix. Sans être vraiment son élève, elle noue avec lui des liens amicaux : il sera le parrain d'un de ses enfants. En 1822, elle épouse Sander Rang, officier de marine rochelais. Elle a alors comme maître de peinture Belloc. Elle expose au Salon de Paris de 1831 à 1842. En 1832, elle suit son mari à Alger d'où elle rapporte des portraits comme celui de Youssouf (alias Joseph Vantini, général français de la conquête de l'Algérie). Curieusement, ses groupes peints en Algérie, dont le meilleur, Juive d'Alger accompagnée de son fils et d'une esclave noire, ne sont que peu marqués par l'atmosphère orientale, contrairement à ceux de Delacroix. Elle revient à Paris puis se fixe à La Rochelle en 1838, après le départ de son mari à Nossi-Bé. En 1845, elle se remarie avec Théophile Babut et continue à peindre des portraits, donne des leçons de dessin rue Chef-de-Ville ; elle peint aussi des panneaux de décoration pour maisons. Voir R. Colle, *La Condition féminine...*, Rupella, 1989. Id. voir A. Hillairet, *Les Bourgeois rochelais peints par Louise Rang-Babut et André Brossard* (FLASH, La Rochelle, 2002, mémoire de maîtrise). Id. surtout F. Legré-Zaidline, *Émois romantiques à La Rochelle, ou les passions de Sander le marin et de Louise la portraitiste*, Le Croît vif, 2006, passim.

SOUZY (Jean-Baptiste, ou Sousy), ecclésiastique rochelais (La Rochelle 1732 - Port-des-Barques 1794). Né de Jean-Baptiste Souzy, marchand charretier, et de Marianne Avril, celui dont la postérité garde le souvenir à travers une existence toute entière orientée vers la foi et le service de l'intérêt général fut d'abord curé de campagne (Congregatio de causis sancorum Rupellen. Canonizationis servorum dei Ioannis-Baptistae Sousy et LXIII sociorum..., 1992, p. 285 citant *La Relation*, no 1, Labiche, 1914, p. 171) avant d'accéder à la hiérarchie du chapitre cathédral de La Rochelle dont le diocèse couvrait, avant la réforme de 1791, un vaste territoire comprenant l'Aunis et le Bas-Poitou. Il est aussi un homme de lettres : élu le 25 juin 1783 membre titulaire de l'Académie de La Rochelle, il est l'auteur d'une notice sur les Recherches philosophiques du bonheur (ibid., p. 486 citant Delayant, *Biographie rochelaise*, BMLR, Ms 358 feuillet 121). La période révolutionnaire marquera inexorablement son destin. Président du comité des approvisionnements, il est élu dans la première municipalité du nouveau régime et chargé de veiller aux questions de ravitaillement d'une population qui compte alors plus de quinze mille âmes (AMLR, 1D1/1 et fiche biographique des édiles rochelais), une mission dont il s'acquitte avec compétence et dévouement. La Constitution civile du clergé suscite à La Rochelle une crise aiguë : elle y est massivement rejetée par les ecclésiastiques, qu'ils soient du clergé régulier ou du clergé séculier. Au nombre de ceux-ci, Jean-Baptiste Souzy qui « (...) dirigeait la conscience d'un très grand nombre de fidèles à La Rochelle » (Positio, p. 288, citant Labiche de Reignefort, *Relation* no 1). Jugeant en conscience que le conflit l'opposant maintenant au pouvoir civil s'accommodait difficilement des fonctions qu'il occupait jusqu'alors dans le conseil général de la commune, il en démissionne malgré les supplications du maire Daniel Garesché (AMLR, 1D1/1, séance du 30 janvier 1791). Opposé au serment, il le demeure tandis que la question religieuse agite les esprits et que l'on menace de « s'entregorger » (AN, F7.3664). Il quitte l'ancien bastion huguenot avec la quasi totalité des réfractaires début juin 1792 (AMLR, 2i5/4, passeport no 106) à la suite des flambées de violence anti-réfractaires de février et mai (AMLR, 1D1/3 et 4 ; AN, F7.3664, rapport de Dumarest à ministre de l'Intérieur, 8 mars 1792 et département de la Charente-Inférieure à ministre de

l'Intérieur, 1er juin 1792). Commence pour Jean-Baptiste Souzy une vie d'errance, dans une semi-clandestinité où il continue d'exercer son ministère jusqu'à son arrestation à Beauvoir, près de Niort. Il est conduit à Saintes et débute alors l'instruction judiciaire de son procès qui aboutit à une condamnation à la déportation (Positio, p. 289, document no 3, ADCM, L67, fol. 47F, procès-verbal d'interrogatoire du 18 brumaire an II). Embarqué sur le navire Les Deux Associés – dont la destination initiale était d'assurer la déportation des réfractaires vers la côte ouest de l'Afrique « depuis le 23e degré sud jusqu'au 28e degré » (Service historique de la Marine, 1A.85, p. 189) avant d'être transformé en ponton –, il s'y illustre par l'ardeur de sa foi et le soutien moral à ses confrères durement éprouvés par des conditions de détention effroyables (Positio, p. 287, relation de M. de La Romagère, Relation no 2. Recueil, pp. 133-134). Débarqué sur l'île Madame le 25 août 1794, Jean-Baptiste Souzy meurt deux jours plus tard. « (...) Rassemblant le peu de forces qu'il avait, il fit la prière la plus touchante pour que sa chère patrie eût le bonheur de voir la religion catholique se rétablir dans son sein » (ibid., p. 135).

L'affaire des prêtres déportés sur les pontons de Rochefort et des îles Madame et d'Aix fut longtemps occultée de l'histoire officielle qui retiendra pourtant que le premier à protester pendant le temps même où elle se déroulait, fut un protestant et franc-maçon, Élie Thomas. Il faudra attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour voir apparaître des publications, cette fois directement inspirées par l'Église catholique, qui racontent l'histoire. Le premier est l'abbé Manseau, curé de Saint-Nazaire-sur-Charente ; il sera suivi de l'abbé Braud, curé d'Écoyeux, de l'abbé Louis-Marie Dubois, curé de Chadenac, et de l'abbé Barbotin, curé d'Échillais ainsi que de Victor Dagès et Jacques Hérissay (avocat près la cour d'appel de Paris et historien de la Révolution). Tous les six mènent leurs recherches à titre privé et font avancer la prise de conscience. Mais ce n'est qu'à partir du début du XXe siècle que l'évêché de La Rochelle s'intéresse vraiment à la question. Du premier pèlerinage à l'île Madame le 18 août 1910 jusqu'à la béatification à Rome en 1994, la « cause » de Jean-Baptiste Souzy et des coreligionnaires déportés sur les pontons de Rochefort a été émaillée de péripéties qui ne furent procédurales qu'en apparence. C'est en février 1911 que le père Faucher, dominicain, ouvre le chantier officiel des recherches historiques sur les prêtres martyrs tandis que les pères Lemonnier (assisté du père Poivert) et Hertzog sont nommés premiers postulateurs de la « cause » par Monseigneur Eyssautier évêque de La Rochelle, qui prend sa suite comme vice-postulateur du procès en béatification. Commencé en 1931, le procès informatif est achevé en 1936, mais l'orientation des conclusions est jugée politiquement inopportune au regard du contexte général de l'époque, car elle faisait de Souzy et des quatre cents prêtres réfractaires enfermés sur les pontons des martyrs contre-révolutionnaires. C'est seulement en 1952 que la Sacrée Congrégation des rites permet la réouverture du dossier de la « cause » qui porte désormais le nom de « Jean-Baptiste Souzy et ses compagnons ». Entreprise en 1989 sous la responsabilité d'Yves Blomme, la rédaction de la Positio est présentée et publiée en 1992. Elle aboutit à une béatification de Souzy (en tant que « le plus ancien dans le grade le plus élevé ») et de soixante-trois de ses compagnons. Ce nouveau chiffre, plus restrictif, est dû à la volonté de l'évêché de La Rochelle de ne retenir que ceux dont le comportement personnel prouvé a été remarquable durant leur détention sur les pontons. Cette limitation est la conséquence du repositionnement liturgique du procès en béatification : il ne s'agit plus d'affirmer une contre-révolution, mais de rappeler seulement un martyr de la foi. Complétant ce long procès en béatification, l'inauguration d'une église et d'un centre d'animation catholique portant le nom de Jean-Baptiste Souzy a eu lieu en 1998 dans le nouveau quartier des Minimes, à La Rochelle. Parmi les béatifiés de 1994 dont beaucoup viennent des diocèses de Limoges, Guéret et Moulins, deux seulement sont d'origine charentaise ou possèdent des attaches en pays charentais : Jean-Baptiste Duverneuil, carme de la maison d'Angoulême et François Mayaudon, chanoine de Soissons dont le neveu, Mathieu Mayaudon\*, fut avocat à Jonzac et laisse un livre de raison fortement influencé par l'histoire de son oncle. Les publications concernant les pontons

de Rochefort et de l'île Madame sont nombreuses, autour de la création du pèlerinage sur la tombe des prêtres déportés qui, chaque année en août, célèbre le souvenir de cette période sombre de la Révolution. Voir en particulier : I. Manseau, *Les Prêtres et religieux déportés sur les côtes et dans les îles de la Charente-Inférieure*, Bruges, 1886 ; P. Lemonnier, *La Déportation ecclésiastique à Rochefort*, SAHSA, 1916 ; P. Lemonnier, *Martyrologe de la déportation ecclésiastique à Rochefort-sur-Mer*, Rochefort, 1917 ; J. Hérissey, *Les Prêtres pendant la Terreur, les pontons de Rochefort*, Paris, 1925 ; L. Poivert, *Les Martyrs des pontons*, Paris, 1929 ; L. Poivert, *La Déportation ecclésiastique de l'an II sur les pontons de Rochefort*, La Rochelle, 1934 ; Y. Blomme, *Les Prêtres déportés sur les pontons de Rochefort*, Bordessoules, 1994. Il convient enfin de noter qu'à l'occasion du regroupement et de la redistribution des paroisses dans l'évêché de La Rochelle en 2004, celle de Gémozac a pris le nom de « Jean-Baptiste Souzy et ses compagnons ».

TINAYRE (Marcelle, née Chasteau), romancière (Tulle 1870 - Grosrouvre 1948). Fille de Louise Chasteau et descendante par son père d'une longue lignée de minotiers barbeziliens liée aux Philipon (voir F. Julien-Labruyère\*, *Maman Madeleine*, p. 39), elle épouse le sculpteur, prix de Rome, Julien Tinayre (1859 - 1923) et s'affirme vite comme une des romancières qui comptent pendant la première moitié du siècle. *La Maison du péché* (Calmann-Lévy, 1902) reste sans doute son titre le mieux réussi, en tout cas le plus lu. Elle demeure également dans l'histoire littéraire française pour son salon très fréquenté, qui lui donne l'idée d'un prix Femina et pour ses prises de position féministes. Ses liens avec le pays charentais lui inspirent directement un seul roman, *L'Oiseau d'orage* (Calmann-Lévy, 1901), suite à la mort de sa fille, inhumée à Saint-Trojan. Toutefois, l'atmosphère volontiers provinciale de l'ensemble de son œuvre doit beaucoup à son environnement familial barbezilien, pour lequel elle a toujours montré de l'attachement, notamment pour ses liens intimes avec Madeleine La Bruyère\* et son fils René\* qu'elle contribue à lancer, littérairement parlant. Elle est aujourd'hui considérée comme la figure de proue de la « première école de Barbezieux ». Voir A. Quella-Villéger, *Belles et rebelles le roman vrai des Chasteau-Tinayre*, Aubéron, Bordeaux, 2000.